

Accord-cadre mono-attributaire de travaux

---

**Travaux divers sur les sites de la CGSS Guyane à Cayenne et Kourou**

Marché à procédure adaptée

---

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane  
Espace Turenne Radamonthe,  
Route de Raban,  
GF 97300 - CAYENNE**

## SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....	3
1.1	<b>Objet du contrat</b> .....	3
1.2	<b>Décomposition de la prestation et forme du contrat</b> .....	3
1.3	<b>Durée du contrat</b> .....	3
1.4	<b>Durée des bons de commande</b> .....	3
1.5	<b>Pièces contractuelles</b> .....	3
1.6	<b>Intervenants</b> .....	4
2.	MONTANT DU MARCHE, PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
2.1.	<b>MONTANT DU MARCHÉ</b> .....	4
2.2.	<b>MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX</b> .....	4
2.3.	<b>CONDITIONS DE PAIEMENT</b> .....	6
3.	GARANTIE FINANCIERE .....	8
3.1.	<b>RETENUE DE GARANTIE</b> .....	8
3.2.	<b>GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE ET CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE</b> .....	8
4.	REALISATION DES PRESTATIONS .....	9
4.1.	<b>CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS</b> .....	9
4.2.	<b>DÉVELOPPEMENT DURABLE</b> .....	11
4.3.	<b>AUTRES DISPOSITIONS</b> .....	11
5.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
5.1	<b>Obligations courantes du titulaire</b> .....	11
5.1.1	<b>Garantie de parfait achèvement</b> .....	11
5.1.2	<b>Garantie de bon fonctionnement</b> .....	12
5.1.3	<b>Garantie décennale</b> .....	12
5.2	<b>Assurances</b> .....	12
5.3	<b>Devoir d'information et de conseil :</b> .....	12
5.4	<b>Dégradations causées aux voies publiques :</b> .....	13
6.	LITIGES ET SANCTIONS .....	17
6.1	<b>PÉNALTÉS DE RETARD</b> .....	17
6.2	<b>AUTRES DISPOSITIONS</b> .....	18
7.	RESILIATION .....	19
8.	FIN DU CONTRAT .....	19

## 1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

#### **Les TRAVAUX DIVERS SUR LES SITES DE LA CGSS GUYANE A CAYENNE ET KOUROU**

Lieu d'exécution : tous sites de la CGSS existants et à venir durant l'exécution du contrat, à Cayenne et à KOUROU

Les travaux se dérouleront essentiellement en site occupé. Toutefois, suivant les disponibilités de l'entreprise retenue, les prestations pourront se dérouler le samedi. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent contrat est un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande.

L'ensemble des termes du présent accord-cadre est applicable à tous les bons de commande en découlant.

Pour chaque lot, deux (2) attributaires maximum seront retenus et classés par rang (1<sup>er</sup> rang et 2<sup>ème</sup> rang)

Le contrat fait référence au [CCAG Travaux du 30 mars 2021](#).

Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.

Lors de la survenance d'un besoin, l'attributaire du bon de commande est désigné selon les modalités indiquées à l'article 4 du présent CCAP.

### 1.2 Décomposition de la prestation et forme du contrat

Le marché est composé de quatre (4) lots répartis comme suit :

- **Lot 1** : Revêtements sols et murs – **montant maximum : 500 000 € HT**
- **Lot 2** : Cloisons / Menuiseries bois et aluminium / Faux plafond – **montant maximum: 500 000 € HT**
- **Lot 3** : Electricité – **montant maximum : 500 000 € HT**
- **Lot 4** : Peinture Intérieure / Nettoyage – **montant maximum : 300 000 € HT**

### 1.3 Durée du contrat

Le marché est conclu pour une durée de **48 Mois** à compter de sa notification.

### 1.4 Durée des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration de l'accord-cadre, plus aucun bon de commande ne peut être émis.

En revanche, les bons de commande passés avant l'expiration de l'accord-cadre continuent de produire leurs effets, dans une limite de quatre (4) mois à compter de l'expiration de l'accord-cadre.

### 1.5 Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières éventuelles ;
- Le présent document et ses annexes éventuelles (CCAP) ;
- Le CCTP propre à chaque lot ;
- Le CCTP propre à chaque lot ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- Le CCAG Travaux, arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le CCTG applicable aux prestations ;
- L'ensemble de la réglementation, normes et DTU en vigueur ;
- Bons de commande ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance DC4 ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les termes de l'accord-cadre et des bons de commande se substituent aux conditions générales et particulières de vente des Titulaires. Les Titulaires s'engagent au respect des normes régissant leur profession.

## 1.6 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur : **Caisse Générale de Sécurité Sociale de Guyane**, représenté par son directeur en vertu de l'article 7 de l'arrêté du 19 juillet 2018 Caisse Générale de Sécurité Sociale de Guyane qui assure la maîtrise d'ouvrage.

### Adresse et coordonnées :

**Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane  
Domaine STRIMCOL – Direction des Moyens –  
Route de RABAN  
97300 CAYENNE.**

### Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

La maîtrise d'œuvre est assurée directement par les Services généraux de CGSS, Pouvoir adjudicateur. Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sont donc les mêmes entités.

Ponctuellement, un contrôleur technique pourra intervenir sur les chantiers. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

## 2. MONTANT DU MARCHÉ, PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 2.1. Montant du Marché

L'accord-cadre est conclu sans minimum mais pour un maximum de commandes fixé pour la durée totale du marché à 1 800 000€ HT.

### 2.2. Modalités de détermination des prix

#### ▪ Prestation prévue par le BPU :

Les prix des bons de commande sont déterminés lors de chaque survenance d'un besoin, dans le respect des prix plafonds indiqués dans l'annexe 1 à l'Acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) » propre à chaque lot.

#### ▪ Prestation non prévue par le BPU :

Lors de la survenance d'un besoin non chiffré dans l'annexe 1 à l'Acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) », le Pouvoir Adjudicateur adresse au Titulaire une demande de devis conformément aux dispositions de l'article 4.2 du présent CCAP.

Les prix indiqués dans le devis deviennent contractuels et engagent la société pour toute la durée d'exécution du marché restante. Ces prix sont ajoutés à l'annexe 1 à l'Acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) » par voie d'avenant.

#### ▪ Variation des prix :

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont fermes et définitifs jusqu'à la date d'anniversaire de l'accord cadre.

Les prix initiaux sont établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de remise des offres.

Conformément aux dispositions de l'article 9.4.3 du CCAG Travaux, ils seront ensuite révisables annuellement.

▪ **Mois d'établissement des prix du marché**

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise de leur offre, tel que fixé par le support de publicité utilisé par le Maître d'ouvrage ou, à défaut, le règlement de la consultation ou, le cas échéant, la lettre invitant les candidats à déposer leur offre finale.  
Ledit mois est appelé « Mois zéro » (M0).

▪ **Choix de l'index**

L'index BT ne peut être prédéfini en raison de l'allotissement du présent marché. La révision des prix pour chaque lot devra respecter l'utilisation de l'index du bâtiment correspondant à la nature des travaux :

- Publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports et au Moniteur des travaux publics pour l'index et le coefficient BT,
- Publiés au Bulletin Officiel du Service des prix et au Moniteur des travaux publics TP.

▪ **Modalités de d'actualisation des prix :**

La révision est effectuée par application aux prix d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = \frac{Id - 3}{Io}$$

Dans laquelle Io et Id-3 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois de début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

▪ **Contenu des prix :**

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

▪ **Initiative du calcul de la variation des prix :**

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

- **Offres promotionnelles :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

- **Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat :**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

## **2.3. Conditions de paiement**

- **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations. Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

- **Avance – Taux applicable aux PME :**

Le taux de l'avance est fixé à 20% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

- **Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance.

- **Décomptes et acomptes mensuels**

Le calcul des décomptes et des acomptes sera effectué par un système de gestion informatique des marchés sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du maître d'œuvre.

### **A) Décomptes et acomptes mensuels :**

Périodiquement, le titulaire remet au maître d'œuvre un projet d'" état navette mensuel " déterminant les quantités, valeurs ou pourcentages arrêtés à la fin de la période précédente des prestations réalisées depuis le début du contrat.

Il contiendra les travaux à l'entreprise, avec référence aux prix du contrat provisoires ou définitifs, ainsi qu'éventuellement les approvisionnements. Il pourra y être joint toutes indications nécessaires concernant les avances, indemnités, pénalités, primes ...

L'état navette, complété par le titulaire, doit être accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui transmet au maître de l'ouvrage les éléments afin que le système informatique puisse éditer, en application des clauses du marché, l'état d'acompte et le décompte de la période concernée. Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte, ainsi que le projet d'" état navette mensuel " à utiliser le mois suivant.

### **B) Décompte final :**

A l'achèvement des travaux et après le projet d'" état navette mensuel " afférent au dernier mois de leur exécution ou à la place de ce projet, le titulaire complète le projet d'" état navette final " indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre. Ce projet est établi dans les mêmes conditions que les projets d'" état navette mensuel ", sauf qu'il n'y figure pas de quantités estimées, d'approvisionnements, d'avances, ni de valeurs provisoires.

Il est à préciser que le titulaire est lié par les indications figurant au projet d'" état navette final ", sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part. Ce projet est ensuite envoyé au représentant de la maîtrise d'œuvre qui, après l'avoir accepté ou rectifié, le transmet pour traitement.

### **C) Décompte Général :**

Le maître de l'ouvrage notifiera au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- ☐ Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- ☐ Trente jours à compter de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Toutefois, par dérogation au 3ème alinéa de l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux, si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le maître de l'ouvrage notifiera au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

#### **■ Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

#### **■ Périodicité des paiements :**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

#### **■ Remise des demandes de paiement :**

Les factures sont transmises sous la forme dématérialisée, via la solution informatique gratuite et sécurisée, **Chorus Pro**.

Lors du dépôt des factures sur le portail Chorus Pro, les informations suivantes devront être renseignées :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifie la CGSS Guyane en tant que destinataire de la facture : **315 190 769 00028** ;
- Le **numéro d'engagement** (numéro de bon de commande ou référence marché).  
**Le code service est un champ non obligatoire. Merci de NE RIEN INDIQUER.**

#### **■ Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

#### **■ Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur Frédéric FRENET, Directeur Financier et Comptable.

### **3. GARANTIE FINANCIERE**

#### **3.1. Retenue de garantie**

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux actées dans un procès-verbal ainsi que les désordres déclarés pendant la durée de garantie de parfait achèvement, sous réserve que ces désordres n'aient pas eu un caractère apparent au moment des opérations de réception ou que les conséquences de ces désordres n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Par dérogation à l'article R.291-33 du Code de la commande publique, il est prélevé par fractions sur chaque versement, une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial du bon de commande, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution. Cette retenue est abaissée à 3% lorsque le Titulaire du présent marché est une PME conformément à l'article susvisé.

La retenue de garantie n'est prélevée que pour les travaux dont le montant initial du bon de commande est supérieur ou égal à cinq mille (5000) euros HT.

#### **3.2. Garantie à première demande et caution personnelle et solidaire**

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire. Le montant de la garantie à première demande, ou de la caution personnelle et solidaire, ne peut être supérieur à celui de la garantie qu'elles remplacent. Leur objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. Dans tous les cas, la personne signataire du marché peut récuser l'organisme qui apporte sa garantie.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de cette garantie.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.



## 4. REALISATION DES PRESTATIONS

### 4.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ▪ Autorisations administratives :

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

#### ▪ Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, le délai de la période de préparation est fixé à 15 jours sauf stipulation contraire dans le bon de commande.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, la date de démarrage de la période de préparation sera précisée par ordre de service.

Si la nature, l'importance ou la durée des travaux l'exigent, le titulaire devra établir, à sa charge, les spécifications techniques détaillées (notes de calcul) et les plans d'exécution des ouvrages.

Toutefois, quel que soit le type de travaux à exécuter, le titulaire devra justifier que les travaux correspondent aux exigences et règles en vigueur, et en fournir le cas échéant la preuve.

Les plans d'exécution devront être fournis au format DWG, PDF et BIM, et les notes de calcul et les études de détail devront être fournies au format PDF.

Ces documents devront être signés par le Maître d'ouvrage et le Titulaire et édités en 4 exemplaires pour:

- 2 exemplaires pour le Maître d'ouvrage,
- 1 exemplaire pour le coordinateur SPS,
- 1 exemplaire pour le bureau de contrôle.

Ces documents devront être délivrés à la CGSS au plus tard 8 jours après la demande faite par la CGSS.

#### ▪ Les études d'exécutions :

Les études d'exécutions seront menées en application de l'article 29 du CCAG de travaux.

#### ▪ Installation de chantier :

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

#### ▪ Interruption pour intempéries :

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

#### ▪ Ordres de services :

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception.

Les ordres de service qui ont un impact sur les délais, durées ou montants du contrat font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

#### ▪ Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

- **Registre du chantier :**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

- **Suivi de chantier :**

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, le maître d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS. Ces réunions sont fixées de manière hebdomadaire à compter de la notification du contrat.

Le compte-rendu est rédigé par le maître d'œuvre.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites imprévisibles en dehors des visites périodiques.

- **Signalisation des chantiers :**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du service ci-après : Service Sécurité.

L'accès aux différents sites étant réglementé, l'entrepreneur ou son représentant devra se faire connaître auprès du Service Sécurité dès son arrivée. Toute intervention sera d'abord signalée votre interlocuteur du service immobilier de la CGSS.

Tout ouvrier doit être muni d'un badge, comportant :

Nom de l'entreprise,  
Coordonnées de l'entreprise,  
Activité et N° de marché,  
Nom,  
Prénom,  
Photo.

Ce badge doit être validé par le responsable de l'entreprise.

Les déviations d'itinéraires ci-après sont réalisées, le titulaire ayant à sa charge la signalisation correspondante, sous le même contrôle que ci-dessus : Service Sécurité.

### **Vérification des prestations**

- **Essais et contrôles des ouvrages :**

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur.

- **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

- **Vérification des matériaux et produits :**

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

## 4.2. Développement durable

### ▪ Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 4.3. Autres dispositions

### ▪ Clause de réexamen et modification du contrat

Le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse au marché et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes réglementaires ou la prise en compte de normes environnementales imposées par le droit national.
- Révision de la rémunération induite par des prestations nouvelles dues à la modification du lieu d'exécution du marché, de la fréquence de livraison y compris les horaires ou de références supplémentaires qui s'avèrent indispensable au fonctionnement de l'organisme.

La clause de réexamen s'applique également pour le remplacement du titulaire initial en cours d'exécution. Ce remplacement du titulaire pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- La cessation d'activité ou la cession
- Le décès ou l'incapacité du titulaire
- La défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles ou des difficultés pour exécuter les prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite aux modifications dans un but d'intérêt général. En cas d'accord des parties, un avenant sera conclu pour acter les modifications consenties suite au compromis.

Aucune modification ne doit avoir une incidence sur la continuité et la qualité des prestations, des fournitures ou des travaux, objet du marché.

## 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 5.1 Obligations courantes du titulaire

Le Titulaire du présent marché doit trois types de garanties :

- La garantie de parfait achèvement ;
- La garantie biennale ;
- La garantie décennale ;

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

#### 5.1.1 Garantie de parfait achèvement

Sa durée est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an conformément à l'article 44-1 du CCAG travaux.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du Pouvoir adjudicateur dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG travaux.

### 5.1.2 Garantie de bon fonctionnement

Sa durée est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec le Titulaire ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

### 5.1.3 Garantie décennale

Elle couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec le Titulaire ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

## 5.2 Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le Titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du Pouvoir adjudicateur**, qu'ils ont contracté :

- Une assurance de responsabilité civile, décennale.
- Une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises,
- Une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,

Par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, en complément des dispositions de l'article 9.1 du CCAG.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le Titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir adjudicateur.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le Titulaire a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

En cas de chantier d'une durée supérieure à 12 mois, l'entreprise remettra une nouvelle attestation au cours du treizième mois.

## 5.3 Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### 5.4 Dégradations causées aux voies publiques :

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

##### ▪ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- 

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

##### ▪ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main

d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

▪ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

▪ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

▪ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous- traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous- traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

▪ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

▪ **Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est décrite dans le CCTP ou sera détaillée lors de la notification.

La finalité du traitement est de protéger la confidentialité et la protection des données personnelles dans le cadre des prestations, objet du présent marché.

Les données à caractère personnel traitées concernent toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres (numéro de téléphone, photographie, données de géolocalisation, l'adresse IP...).

Les catégories de personnes concernées sont l'ensemble du personnel de la CGSS.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires définies d'un commun accord à la notification du marché.

▪ **Durée du contrat :**

Le présent contrat entre en vigueur à compter de sa date de notification pour une durée de 48 mois.

▪ **Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement :**

Le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance,
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat,
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

▪ **Sous-traitance – autorisation générale :**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 72 heures à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant

initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

▪ **Droit d'information des personnes concernées :**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

▪ **Exercice des droits des personnes :**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel :**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courriel à l'adresse électronique ci-dessus (voir §8). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

▪ **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations :**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

▪ **Mesures de sécurité :**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

▪ **Sort des données :**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

▪ **Délégué à la protection des données :**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

▪ **Registre des catégories d'activités de traitement :**

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la



- protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Documentation :**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

▪ **Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant :**

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses,
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

▪ **Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :**

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Les travaux sont soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

## 6. LITIGES ET SANCTIONS

Les pénalités peuvent être appliquées dès lors qu'un manquement ou un retard est constaté dans l'exécution des prestations par le Titulaire. Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux, le Titulaire ne saurait être exonéré des pénalités inférieures à 1000 € HT. Toutes les pénalités ci-après énumérées sont cumulables et appliquées automatiquement au Titulaire, sans mise en demeure préalable. Le montant maximum des pénalités cumulées ne peut pas excéder 25 % du montant total HT du contrat.

### 6.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt des pénalités forfaitaires, quel que soit le nombre de jours de retard.

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Montant ou mode de calcul
Retard d'intervention des astreintes	30,00 € Par heure de retard constatée
Manquement du port des équipements et tenues de protection	50,00 € Par infraction constatée
Retard de délai de remise des devis	30,00 € Par heure de retard constatée

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, l'entrepreneur subira une pénalité par jour calendaire à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage

## **6.2 Autres dispositions**

### **▪ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **▪ Pénalités pour retard – seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier Euro.

### **▪ Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### **▪ Tribunal compétent**

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

**Tribunal Administratif de la  
Guyane 7 rue Schœlcher  
BP 5030  
97305 CAYENNE CEDEX  
Tél : 05 94 25 49 70  
Télécopie : 05 94 25 49 71  
[greffe.ta-cayenne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cayenne@juradm.fr)**

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

**Tribunal Judiciaire de Cayenne  
Avenue du Général de Gaulle  
97300 CAYENNE  
Tél : 05 94 30 11 60  
Télécopie : 05 94 29 76 49  
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr>**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal de Grande Instance  
9 Avenue du Général de GAULLE  
97300 CAYENNE  
Téléphone : 059429 76 30  
Télécopieur : 0594 29 76 52**

## 7. RESILIATION

### ▪ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 48 du CCAG s'appliquent.

En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ▪ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 46.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

## 8. FIN DU CONTRAT

### ■ Documents fournis après exécution des travaux :

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux et avant les Opérations Préalables à la Réception : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ainsi que les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

### ■ Repliement du chantier et remise en état des lieux :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

### ■ Réception des travaux :

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération est susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

### ▪ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Moyens mis à disposition :**

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-Travaux, outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage fournit à titre gratuit les prestations suivantes : A voir en tout début d'exécution avec l'interlocuteur désigné par la CGSSM pour le suivi du chantier.

■ **Garantie :**

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 12 mois.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement. Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 1 mois pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état. Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, cette prolongation est automatique sans décision préalable du maître d'ouvrage.

**Liste des dérogations au CCAG Travaux :**

P.7, rubrique « *Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat* » déroge à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux

P.8, rubrique « *Décompte Général* » déroge à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux

P.10 rubrique « *Période de préparation* » déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux

P. 18 rubrique « *Pénalités pour retard* » déroge à l'article 20.1 du CCAG Travaux

P.19 rubrique « *Pénalités pour retard – seuil d'exonération* » déroge à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux

P.20 rubrique « *Résiliation pour motif d'intérêt général* » déroge à l'article 42 du CCAG Travaux

P.21 rubrique « *Régime de la garantie* » déroge à l'article 44.2 du CCAG Travaux